

Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon reçus par Emmanuel Macron



Article rédigé par *RT France*, le 07 février 2019

Source [RT France] Le chef de l'Etat a reçu ce 6 février Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon à l'Elysée dans le cadre de la crise des Gilets jaunes. Dissolution de l'assemblée, référendum... les deux leaders de l'opposition ont présenté leurs préconisations.

Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ont été, l'un après l'autre, reçus ce 6 février au Palais de l'Elysée par Emmanuel Macron pour discuter de la crise des Gilets jaunes. La chef de file du Rassemblement national (RN) a conseillé au président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser des élections législatives à la proportionnelle intégrale pour sortir de la crise. Ces deux propositions figuraient parmi les mesures de son [«plan de sortie de crise»](#) en trois étapes qu'elle avait publié dans un communiqué publié le 7 janvier dernier.

«J'ai exprimé ma position : à savoir qu'aucun QCM référendaire ni autre grand débat ne réglera le problème de cette crise de représentativité», a déclaré la présidente du RN. «Je lui ai indiqué que la dissolution apparaissait comme le meilleur moyen pour que chacun puisse [...] débattre à nouveau, dans les conditions respectueuses de nos institutions, de la politique fiscale, de la politique sociale mais aussi de l'immigration, la souveraineté, la désertification de nos territoires...», a-t-elle ajouté.

Elle a par ailleurs précisé que l'entretien, «assez long», avait porté sur «la situation du pays, la souffrance, la crise de la représentativité, la crise sociale». Interrogée sur l'éventualité de l'organisation d'un référendum, le 26 mai, jour des élections européennes, Marine Le Pen a signifié qu'il «semblerait que ça fasse partie des hypothèses».

«Je ne vois pas pourquoi on utilise un procédé pareil» : Mélenchon opposé au référendum-QCM

A l'issue de son entretien avec le chef de l'Etat, Jean-Luc Mélenchon a confié avoir attiré l'attention du chef de l'Etat «sur le niveau de violences de la répression» de la crise des Gilets jaunes. Abordant la question du référendum, il a affirmé que le locataire de l'Elysée ne semblait pas «déterminé» à l'organiser. Dans l'éventualité où la voie référendaire serait choisie par le président la République pour résoudre la crise actuelle, le chef de file des Insoumis a estimé qu'il était impossible d'un point de vue législatif, de poser aux Français des questions «aux choix multiples».

Retrouvez l'intégralité de l'article sur le site de [RT France](#)